

Unité départementale du Val-d'Oise
5, rue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 9 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



HAUDECOEUR

ZAC de la Butte aux Bergers

95380 LOUVRES

Références : UD95 – 2022 - 353

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement HAUDECOEUR implanté ZAC de la Butte aux Bergers à LOUVRES. L'inspection a été annoncée le 04/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HAUDECOEUR
- ZAC de la Butte aux Bergers - 12 bis avenue du Noyer à la Malice - 95380 LOUVRES
- Code AIOT dans GUN : 0006521945
- Régime : Enregistrement

La société Haudecoeur exploite sur la commune de Louvres un entrepôt logistique.

La société Haudecoeur est un importateur industriel et distributeur de produits alimentaires secs (riz, des légumes secs, des fruits secs, des épices, des céréales et des produits orientaux).

Le site de Louvres est dédié au stockage des produits à destination de la grande distribution. Le site emploie 7 personnes de manière permanente et l'effectif monte à 20 personnes en période de forte charge.

Le site de Louvres a été mis en service en juillet 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité de l'entrepôt au dossier d'enregistrement (conformité des dispositions constructives, conformité des stockages).
- État des matières stockées
- Contrôle des accès et accessibilité du site aux services de secours
- Moyens de défense contre l'incendie (détection et extinction).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Conformité au dossier (Positionnement des stockages)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1	/	Lettre de suite préfectorale
Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9	/	Lettre de suite préfectorale
Documents pour les secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité au dossier (voie engins et bâtiment)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1	/	Sans objet
Conformité au dossier (Murs et portes coupe-feu)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1	/	Sans objet
État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	/	Sans objet
Quantité de matières autorisée	Arrêté Préfectoral du 24/05/2019, article 1	/	Sans objet
Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25	/	Sans objet
Accès pour les secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1	/	Sans objet
Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, des non-conformités ont été constatées. L'exploitant a indiqué qu'il mettra en oeuvre les mesures visant à solder ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

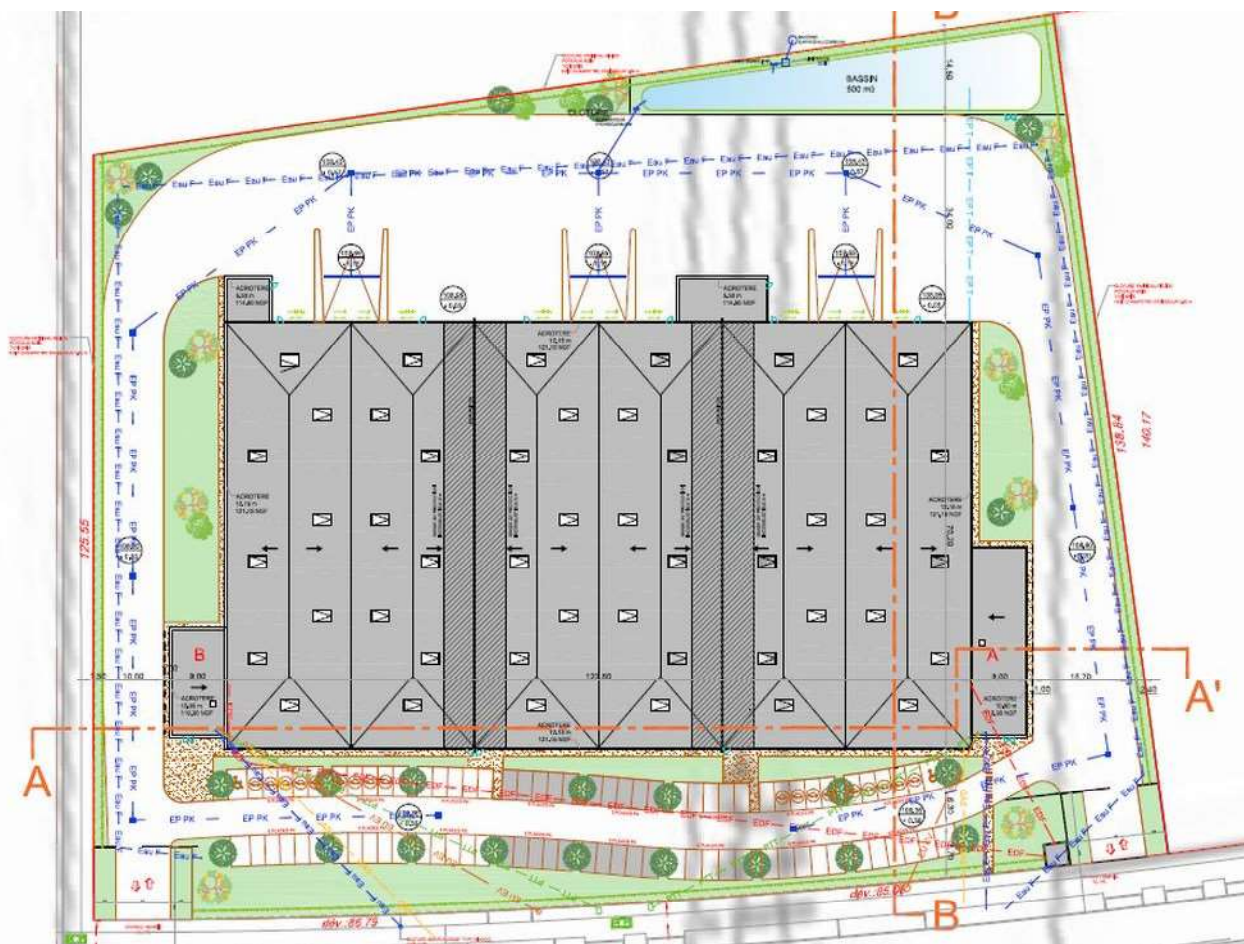
Nom du point de contrôle : Conformité au dossier (voie engins et bâtiment)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier (voie engins et bâtiment)

Prescription contrôlée :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.



Constats :

Lors de l'inspection, un tour du bâtiment a été réalisé. L'inspection a constaté que les locaux de charge et de bureaux ont été construits aux emplacements annoncés dans le dossier d'enregistrement.

La voie engins permet de faire le tour du bâtiment conformément au dossier.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité au dossier (Murs et portes coupe-feu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier (Murs et portes coupe-feu)
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation. ----- Pages 26 à 31 de la PJ6 du dossier : Structure R60 Murs de compartimentage REI120 avec dépassement latéral et en toiture de 1 m Toiture : bac acier multi couche avec isolant laine de roche BROOF t3 Portes de communication seront EI120 avec système DAS et fusible thermique
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il dispose des DOE permettant de confirmer la tenue au feu du bâtiment. Par courriel du 2 mai 2022, l'exploitant a transmis les éléments du DOE pour démontrer les caractéristiques de son entrepôt. Lors de l'inspection, il a été constaté que les portes coulissantes sont bien indiquées comme EI120. Parmi les documents du DOE transmis, les plans de la société "L'industrielle du béton" permettent de confirmer que les poteaux, poutres et pannes sont R60. Ce même plan confirme que les panneaux en béton intérieurs sont REI 120. Pour la toiture l'exploitant a fourni le DOE de la société FACE Ile-de-France indiquant que la toiture est en bac acier multi couche avec isolant laine de roche. Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

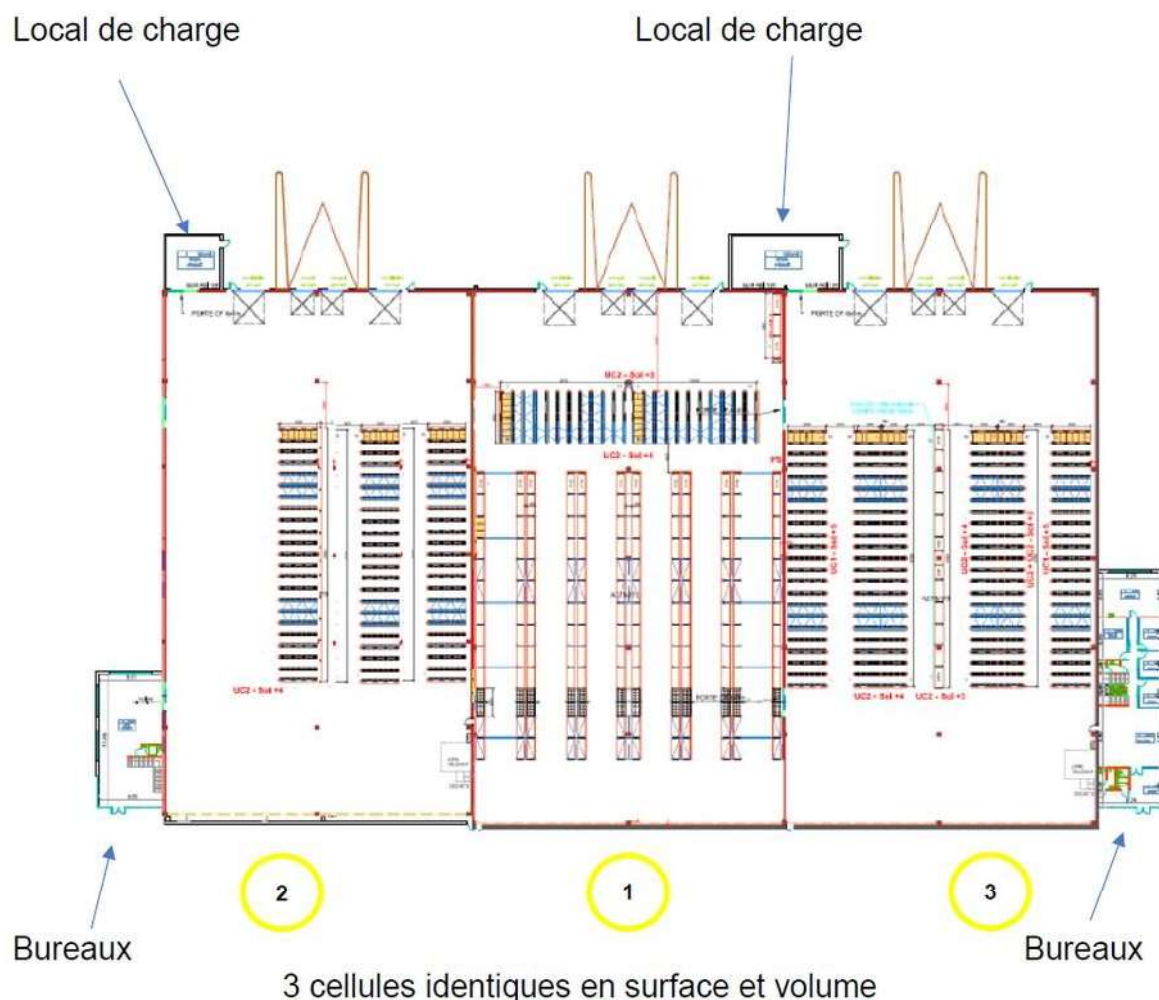
Nom du point de contrôle : Conformité au dossier (Positionnement des stockages)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier (Positionnement des stockages)

Prescription contrôlée :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.



Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant a mis en place des zones de stockage de produits en masses supplémentaires par rapport à ce qui est annoncé dans le dossier d'enregistrement au nord de la cellule nord, à l'ouest de la cellule au sud.

Non-conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'article 1.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, les conditions de stockage en exploitation ne sont pas conformes aux plans et documents joints au dossier d'enregistrement. L'exploitant doit redistribuer ses stockages conformément à son dossier d'enregistrement ou porter à la connaissance du préfet les modifications des conditions de stockage conformément aux dispositions du R.512-46-23 du Code de l'environnement

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : [...] Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. [...]
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté un stockage en vrac sur la cellule sud qui ne respectait pas la distance d'un mètre avec les parois. L'exploitant a indiqué qu'il allait faire décaler les barrières de protection implantées entre le mur et les stockages pour que la distance d'un mètre soit respectée.
Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant stocke des matières en vrac à moins d'un mètre du mur de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>[...]Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son état des stocks. Cet état des stocks est réalisé grâce à un outil de gestion d'entrepôt. Il permet d'identifier par allée le type de produits et la quantité de palettes présentes.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que des codes barres sont présents sur les racks permettant l'utilisation de ce logiciel.</p> <p>Les produits stockés sont uniquement des denrées alimentaires. Le tableau présenté est suffisant pour remplir les objectifs des points 1 et 2 de l'état des stocks (servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel et répondre aux besoins d'information de la population).</p> <p>L'exploitant a indiqué que pour disposer d'un état des stocks journalier, le logiciel lui transmet tous les matins une extraction de cet état des stocks.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Quantité de matières autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Quantité de matières autorisée
Prescription contrôlée : Volume total de stockage : 92631 m ³ 9728 palettes pour 5837 tonnes au maximum
Constats : Lors de l'inspection, l'état des stocks présenté indique que 5093 palettes sont stockées (pour un poids moyen d'environ 600 kg par palette). La masse de matières stockées est d'environ 3122 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et contrôle des accès
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le chef de site ou son adjoint ouvre le site vers 7h - 7h30. Le site est fermé vers 16h30 - 20h selon le niveau d'activité . En période de fermeture, le site est vidéosurveillé par la société STANLEY SECURITE. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le contrat daté du 21 mai 2019. Lors de la visite de site, des caméras de surveillance ont été vues autour de l'entrepôt. L'exploitant a indiqué que des caméras sont également présentes dans l'entrepôt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Documents pour les secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Documents pour les secours
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : <ul style="list-style-type: none">- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas de ces documents et n'a pas encore mis en place de moyens permettant de mettre à disposition des secours ces documents en cas d'incendie. L'exploitant a indiqué qu'il réalisera ces documents et prévoira l'ajout d'un espace pour mettre à dispositions ces documents en cas de sinistre.
Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas mis en place de solutions permettant de tenir à la disposition des secours des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie et des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Accès pour les secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès pour les secours
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'en cas de détection incendie, la société Stanley Sécurité doit prévenir l'exploitant (4-5 personnes dans la liste d'appel). La levée de doute se fait par les caméras. L'exploitant prévient alors les services de secours. L'exploitant a indiqué que le déclenchement de la détection incendie permet le déverrouillage des portes permettant ainsi l'accès à l'entrepôt. Enfin, le portail peut être ouvert à l'aide d'une clé pompiers (vu lors de la visite du site).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ul style="list-style-type: none">a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;[...]- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>[...]</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>[...]</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>[...]</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>-----</p> <p>PJ n°22</p> <p>Conclusion du D9 = 300 m³/h</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs daté du 9 septembre 2021.</p> <p>Le contrôle des RIA a été fait le 24 novembre 2021.</p> <p>Une formation aux extincteurs et RIA a été réalisé le 11 juin 2021.</p> <p>En revanche, l'exploitant n'a pas présenté de contrôle des poteaux incendie. En inspection, plusieurs poteaux surpressés ont été vus sur le site. Un poteau bleu de DN 150 associé à une réserve de 240 m³ est également présent.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il fera réalisé un contrôle multipoteaux afin de démontrer la disponibilité du débit requis conforme au D9.</p> <p>Non-conformité n°4 : Contrairement aux dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 et au calcul D9 fourni dans le dossier d'enregistrement, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des justificatifs de la disponibilité effective des débits d'eaux d'extinction. L'exploitant devra transmettre un contrôle multi-poteaux démontrant l'atteinte du débit calculé dans le D9 (l'exploitant peut prendre en compte sa réserve d'eau).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un contrôle de bon fonctionnement de la détection incendie datée du 22 avril 2022. L'exploitant a indiqué qu'en cas de détection incendie, la société Stanley Sécurité le prévient (4-5 personnes dans la liste d'appel). La levée de doute est alors réalisée par ses soins, via les images des caméras en temps réel. En cas d'incendie, l'exploitant alerte sans délai les services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. ----- PJ n°23 Conclusion du D9A = 787 m ³ ----- PJ n°6 Le confinement des eaux se fera au niveau des quais. Une vanne de fermeture permettra de confiner les eaux d'extinction d'incendie.
Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté qu'une pompe de relevage est présente en amont du bassin de tamponnement. Cette pompe de relevage est mise à l'arrêt en cas de détection incendie. L'eau sera alors confinée devant les portes de quais (pente permettant le confinement vu en inspection). L'exploitant a présenté le dispositif de contrôle de la pompe de relevage.
Non-conformité n°5 : Contrairement à l'article 11 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, concernant la procédure de gestion des eaux en cas d'incendie, l'exploitant ne dispose pas de procédure relative à l'isolement du site. L'exploitant doit réaliser cette procédure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale